

les parents des mieurs du côté paternel; (b) seulement six membres du conseil de famille au lieu de sept ont voté pour la nomination du subrogé-tuteur; (c) le notaire n'a pas noté les objections faites à cette nomination; (d) les parents du côté paternel avaient droit de choisir un subrogé-tuteur dans leur ligne, vu que la tutrice appartenait à la ligne maternelle; ainsi que d'autres moyens de faits.

La Cour supérieure a rejeté la requête par les motifs suivants:

"Statuant sur ladite requête;

"Vu les articles 251 et 267 du Code civil;

"Considérant que la nomination du subrogé-tuteur, Camille Lafaille, n'est pas le résultat de la fraude, et qu'il n'est pas nécessaire que cette nomination soit faite dans une ligne plutôt que dans l'autre; que, si le tuteur est pris et nommé dans la ligne maternelle, le subrogé-tuteur ne doit pas être pris et nommé nécessairement dans la ligne paternelle;

"Considérant que la présente requête est basée sur l'art. 423 du Code Napoléon, qui décrète que le subrogé-tuteur sera pris, hors le cas des frères-germains, dans celle des deux lignes à laquelle le tuteur n'appartiendra pas;

"Considérant que les codificateurs n'ont pas reproduit cette disposition du Code Napoléon (1).

"Considérant que le tribunal, qui ne fait pas la loi, ne peut forcer, par conséquent, le conseil de famille à prendre et nommer nécessairement le subrogé-tuteur dans une ligne plutôt que dans l'autre;

"Considérant que la requête est mal fondée;

"Per ces motifs, rejette ladite requête avec dépens.

---

(1) Migneault, t. 2, p. 175.